



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.731/2
du 16 janvier 2017

sur

un avant-projet de loi
‘transposant en droit belge la
directive 2014/26/UE du
Parlement européen et du
Conseil du 26 février 2014
concernant la gestion collective
du droit d’auteur et des droits
voisins et l’octroi de licences
multiterritoriales de droits sur
des œuvres musicales en vue
de leur utilisation en ligne dans
le marché intérieur’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.731/2
van 16 januari 2017

over

een voorontwerp van wet ‘tot
omzetting in Belgisch recht
van de richtlijn 2014/26/EU
van het Europees Parlement en
de Raad van 26 februari 2014
betreffende het collectieve
beheer van auteursrechten en
naburige rechten en de
multiterritoriale
licentieverlening van rechten
inzake muziekwerken voor het
online gebruik ervan op de
interne markt’

Le 22 décembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'transposant en droit belge la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 16 janvier 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 janvier 2017.

*

Op 22 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2014/26/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 betreffende het collectieve beheer van auteursrechten en naburige rechten en de multiterritoriale licentieverlening van rechten inzake muziekwerken voor het online gebruik ervan op de interne markt'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 16 januari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 januari 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 2

1. Dans la définition donnée à la notion d'entité de gestion indépendante par la version française du paragraphe 1^{er}, 6^o, les mots « l'un des buts principaux » doivent être remplacés par « le but principal », dans un souci de fidélité à l'article 3, point b), de la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 'concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur' et de cohérence : il est en effet plus logique d'aligner sur ce point cette définition sur celle d'« organisme de gestion collective » puisqu'il s'agit de deux notions de droit européen, plutôt que sur celle de « société de gestion » – comme l'indique le commentaire de l'article dans l'exposé des motifs –, qui désigne les organismes de gestion collective établis en Belgique, alors que les deux notions précitées visent les organismes de gestion collective établis dans un autre État membre de l'Espace économique européen ainsi que toutes les entités de gestion indépendante qui sont établies dans un État membre de l'Espace économique européen.

2. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si le renvoi fait par l'article I.16, § 2, 9^o, en projet, du Code de droit économique à l'article XI.165 du même Code correspond bien en tout point au renvoi fait par l'article 3, n) de la directive 2014/26/UE aux articles 2 et 3 de la directive 2001/29/CE².

3. Alors que la notion d'ayant droit n'est définie par l'article I.16, § 2, 1^o, en projet que pour les dispositions du livre XI, titre 5, chapitre 9, du Code de droit économique, cette notion est utilisée dans ce sens notamment au même article I.16, § 1^{er}, 4^o, qui se situe en dehors de ce chapitre 9.

Cette difficulté doit être résolue.

4. Au même article I.16, § 2, 6^o, *in fine*, en projet, la référence aux articles 275/6 et 275/7 doit être revue.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² Directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 'sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information'.

5. Dans un souci de complétude de la transposition de la directive 2014/26/UE, il y a lieu de transposer la notion d'« utilisateur » figurant à l'article 3, k), de cette directive.

Article 4

L'article XI.177, § 2, du Code de droit économique, que l'article 4, 2°, de l'avant-projet tend à modifier, a pour objet d'imposer l'obligation aux sociétés de gestion des droits de créer une plateforme unique aux conditions à déterminer par le Roi.

La disposition en projet ne peut imposer cette obligation, de manière alternative, aux « organismes de gestion collective » puisque, en raison de la définition donnée à ces mots par l'article I.16, § 1^{er}, 5°, en projet, de tels organismes ne sont pas établis en Belgique.

De telles obligations ne peuvent être imposées à de tels organismes que s'ils ont une succursale en Belgique ou pour les activités qu'ils exercent en Belgique.

Mieux vaudrait plutôt écrire « par des sociétés de gestion, éventuellement conjointement avec des organismes de gestion collective ».

Article 20

Toutes les références faites par l'article XI.246 en projet à d'autres dispositions du Code de droit économique ne sont pas admissibles.

Ainsi, ce n'est pas au législateur belge de soumettre les organismes de gestion collective, qui sont nécessairement établis dans un autre État membre que la Belgique, à des règles organiques³ qui, par leur nature même, sont propres aux organismes établis en Belgique, à savoir les sociétés de gestion au sens des dispositions en projet.

La disposition sera revue.

Article 28

L'article XI.248/2, § 3, alinéa 2, en projet tend à permettre aux sociétés de gestion de fixer des conditions pour l'exercice par les titulaires de droits d'auteur du droit d'octroyer des licences en vue d'une utilisation à des fins non commerciales des droits confiés à cette société de gestion, alors que l'article 5, paragraphe 3, de cette directive en fait un droit inconditionnel.

L'exposé des motifs renvoie au considérant 19 de la directive, selon lequel les États membres devraient prendre des mesures pour que les organismes de gestion collective fixent des conditions pour l'exercice de ce droit, mais en vue « de permettre [à ces titulaires] d'exercer [ce droit] aussi facilement que possible ».

³ Par exemple, les articles XI.248 à XI.253, qui sont mentionnés à l'article XI.246, § 1^{er}, alinéa 2, en projet.

En prévoyant que les sociétés de gestion fixent des conditions pour l'exercice de ce droit, conditions qui doivent « être équitables, non discriminatoires et proportionnées », la disposition en projet ne respecte ni la lettre de la disposition de la directive, ni son considérant.

Il conviendrait à tout le moins de prévoir que ces conditions doivent avoir exclusivement pour but de faciliter l'exercice de ce droit.

Article 36

Dans l'article XI.248/9, § 2, alinéa 2, en projet, la référence à des dispositions de la loi du 22 mars 1993 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' doit être remplacée par une référence aux dispositions correspondantes de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' qui l'a abrogée.

Cette observation vaut également pour la référence à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1975 'relative à la comptabilité des entreprises' qui apparaît à l'article XI.248/9, § 3, alinéa 2, en projet puisque cet article a été abrogé par la loi du 17 juillet 2013 'portant insertion du Livre III « Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises », dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre III et des dispositions d'application de la loi propres au livre III, dans les livres I et XV du Code de droit économique' et remplacé par l'article III.84 de ce dernier.

Article 52

Il résulte de la disposition en projet que les sociétés de gestion ne doivent fournir des informations dans le rapport de gestion concernant les frais de gestion que lorsque ces frais excèdent 15 %.

Cette disposition n'est pas conforme à l'article 12, paragraphe 1, de la directive, qui devrait être expressément transposé par la loi en projet en obligeant ces sociétés à fournir aux titulaires de droits des informations concernant les frais de gestion.

Article 103

L'article XI.273/17, § 1^{er}, en projet soumet à une autorisation préalable à l'exercice de leurs activités non seulement « les sociétés de gestion » mais également les « organismes de gestion collective visés à l'article XI.246, § 1^{er}, alinéa [...] 2 », c'est-à-dire les organismes établis dans un autre État membre de l'Espace économique européen qui ont une succursale en Belgique.

La directive 2014/26/UE ne prescrit pas aux États membres de soumettre à un régime d'autorisation préalable les organismes de gestion. Comme l'indiquent expressément les considérants de la directive, il leur est toutefois permis d'imposer un tel régime au titre de « normes plus strictes », pour autant que celles-ci soient compatibles avec le droit de l'Union et qu'elles ne fassent pas obstacle à l'application pleine et entière de cette directive ⁴.

Dans la mesure où le régime d'autorisation concerne des organismes de gestion collective des autres États membres qui souhaitent exercer leurs activités en Belgique en créant une succursale, la compatibilité du système d'autorisation en cause avec le droit de l'Union européenne doit dès lors s'analyser sous l'angle de la liberté d'établissement, et plus particulièrement au regard du chapitre III, section 1, de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 'relative aux services dans le marché intérieur' (ci-après : la directive « services »).

Il résulte des articles 9 à 13 de cette directive que les États membres ne peuvent subordonner l'accès à une activité de service et son exercice à un régime d'autorisation que pour autant que certaines conditions, énumérées par ces dispositions, soient remplies ⁵. La question se pose en particulier de savoir s'il n'est pas disproportionné, et dès lors contraire à l'article 10, paragraphe 2, c), de la directive « services », de subordonner, à l'article XI.273/17, § 2, alinéa 2, en projet, l'octroi de l'autorisation aux organismes de gestion collective à la condition que ceux-ci remplissent une série de conditions qui s'appliquent aux sociétés de droit belge.

À cet égard, il y a lieu de relever tout d'abord que, parmi les dispositions qui sont énumérées sous cette disposition de l'avant-projet, figurent des dispositions non listées sous l'article XI.246, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, qui détermine quelles sont les dispositions du titre XI du Code auxquels sont soumis les organismes de gestion collective ayant une succursale en Belgique. Il y aura lieu à tout le moins de corriger cette incohérence.

Par ailleurs, en prévoyant, à l'article XI.273/17, § 2, alinéa 3, en projet, que « les conditions d'octroi de l'autorisation pour un organisme de gestion collective qui a une succursale en Belgique ne doivent pas faire double emploi avec les exigences et les contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité, auxquels est déjà soumis l'organisme de gestion collective dans l'État membre de l'Union européenne où il est établi », cet alinéa se borne à paraphraser l'exigence de l'article 9, paragraphe 3, de la directive « services », alors qu'il devrait plutôt prévoir des dispositions qui ont effectivement pour but d'éviter ce double emploi. Dans la mesure où la plupart des dispositions qu'il est prévu d'imposer à ces organismes comme conditions d'octroi à leur autorisation tendent à la transposition de la directive 2014/26/UE, ces conditions feront précisément double emploi puisque ces organismes devraient être soumis à des exigences comparables dans leur État membre d'origine ; c'est dans le respect de ce principe qu'un éventuel régime d'autorisation applicable aux organismes étrangers non soumis à pareil régime dans leur État membre d'origine serait envisageable. Ceci étant, si ces organismes sont également soumis à un régime d'autorisation préalable dans leur État membre d'origine, lequel

⁴ Voir les considérants n^{os} 9 et 50, *in fine*, de la directive 2014/26/UE.

⁵ Voir, quant à la portée de ces conditions, le « Manuel relatif à la mise en œuvre de la directive 'services' » publié par la Commission européenne, http://ec.europa.eu/internal_market/services/services-dir/index_fr.htm, 6. Liberté d'établissement, 6.1. Régimes d'autorisation et procédures.

devrait imposer, en principe, au moins les mêmes conditions déduites de la directive, la question de la nécessité et la proportionnalité de leur imposer d'obtenir également une autorisation en Belgique pour y établir une succursale se posera avec d'autant plus d'acuité.

La disposition sera réexaminée à la lumière de la présente observation.

Article 118

L'article XVII.21, § 2, en projet comporte un alinéa dont le texte correspond à celui d'un alinéa de l'actuel article XVII.21, § 2, qui a été abrogé par l'article 46 de la loi du 29 juin 2016 'portant dispositions diverses en matière d'Économie'.

Au demeurant, cet alinéa paraît inutile puisqu'il ne concerne que les décisions judiciaires rendues en application de cet article, soit à la requête du ministre exclusivement.

Article 120

L'article 120 charge le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'avant-projet.

Les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle l'avant-projet entrerait en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir ⁶.

*

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154 à 154.1.2 et formule F-4-5-2-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,¹ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de definitie die in de bepaling onder paragraaf 1, 6°, wordt gegeven van het begrip “onafhankelijke beheerentiteit”, moeten in de Franse tekst de woorden “l’un des buts principaux” worden vervangen door “le but principal” ter wille van de samenhang en van de overeenstemming met artikel 3, punt b), van richtlijn 2014/26/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 ‘betreffende het collectieve beheer van auteursrechten en naburige rechten en de multiterritoriale licentieverlening van rechten inzake muziekwerken voor het online gebruik ervan op de interne markt’. Het is immers logischer om die definitie op dat punt in overeenstemming te brengen met de definitie van “collectieve beheerorganisatie” dan – zoals wordt aangegeven in de bespreking van het artikel in de memorie van toelichting – met de definitie van “beheersvennootschap”, welk begrip verwijst naar de in België gevestigde collectieve beheerorganisaties, terwijl de twee voornoemde begrippen, die beide Europeesrechtelijke begrippen zijn, verwijzen naar de collectieve beheerorganisaties die in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte gevestigd zijn en naar alle onafhankelijke beheerentiteiten die in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte gevestigd zijn.

2. De steller van het voorontwerp dient na te gaan of de verwijzing, in het ontworpen artikel I.16, § 2, 9°, van het Wetboek van economisch recht, naar artikel XI.165 van hetzelfde Wetboek wel op alle punten in overeenstemming is met de verwijzing in artikel 3, n), van richtlijn 2014/26/EU naar de artikelen 2 en 3 van richtlijn 2001/29/EG.²

3. Hoewel de definitie van het begrip rechthebbende in het ontworpen artikel I.16, § 2, 1°, alleen toepasselijk is op de bepalingen van boek XI, titel 5, hoofdstuk 9, van het Wetboek van economisch recht, wordt dat begrip in die zin onder meer gebruikt in hetzelfde artikel I.16, § 1, 4°, dat buiten dat hoofdstuk 9 valt.

Dit probleem moet worden verholpen.

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 ‘betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij’.

4. In hetzelfde ontworpen artikel I.16, § 2, 6°, *in fine*, moet de verwijzing naar de artikelen 275/6 en 275/7 worden herzien.
5. Teneinde richtlijn 2014/26/EU volledig om te zetten, moet het begrip “gebruiker” dat voorkomt in artikel 3, k), van die richtlijn, worden omgezet.

Artikel 4

Artikel XI.177, § 2, van het Wetboek van economisch recht, dat bij artikel 4, 2°, van het voorontwerp gewijzigd wordt, strekt ertoe aan de vennootschappen voor het beheer van de rechten de verplichting op te leggen om een uniek platform op te richten onder door de Koning te bepalen voorwaarden.

Bij de ontworpen bepaling kan die verplichting niet eveneens aan de “collectieve beheerorganisaties” opgelegd worden, aangezien dergelijke organisaties, luidens de definitie van die woorden in het ontworpen artikel I.16, § 1, 5°, niet in België gevestigd zijn.

Zulke verplichtingen kunnen slechts aan dergelijke organisaties worden opgelegd als ze een bijkantoor in België hebben of voor de activiteiten die ze in België uitoefenen.

Het zou beter zijn veeleer te schrijven “door de beheersvennootschappen, eventueel samen met collectieve beheerorganisaties”.

Artikel 20

In het ontworpen artikel XI.246 kunnen niet alle verwijzingen naar andere bepalingen van het Wetboek van economisch recht aanvaard worden.

Zo staat het niet aan de Belgische wetgever om de collectieve beheerorganisaties, die noodzakelijkerwijze in een andere lidstaat dan België gevestigd zijn, te onderwerpen aan organieke regels,³ die, vanwege hun aard zelf, eigen zijn aan in België gevestigde organisaties, namelijk de beheersvennootschappen in de zin van de ontworpen bepalingen.

De bepaling moet worden herzien.

Artikel 28

Het ontworpen artikel XI.248/2, § 3, tweede lid, strekt ertoe aan de beheersvennootschappen de mogelijkheid te bieden voorwaarden vast te stellen met betrekking tot de uitoefening, door de houders van auteursrechten, van het recht om licenties te verlenen met het oog op een niet-commercieel gebruik van de aan die beheersvennootschap toegekende rechten, terwijl dat volgens artikel 5, lid 3, van die richtlijn een onvoorwaardelijk recht is.

³ Bijvoorbeeld de artikelen XI.248 tot XI.253, die worden vermeld in het ontworpen artikel XI.246, § 1, tweede lid.

In de memorie van toelichting wordt verwezen naar overweging 19 van de richtlijn, naar luid waarvan de lidstaten maatregelen zouden moeten nemen om ervoor te zorgen dat de collectieve beheerorganisaties voorwaarden vaststellen voor de uitoefening van dat recht, maar om “[die rechthebbenden] in staat [te] stellen [dat recht] zo vrijelijk mogelijk uit te oefenen”.

Doordat in de ontworpen bepaling voorgeschreven wordt dat de beheersvennootschappen voorwaarden dienen vast te stellen voor de uitoefening van dat recht – voorwaarden die “billijk, niet-discriminatoir en evenredig [moeten] zijn” – is die bepaling niet gesteld naar de letter van de bepaling van de richtlijn, noch overeenkomstig de considerans ervan.

Er zou op zijn minst moeten worden bepaald dat die voorwaarden er uitsluitend toe strekken de uitoefening van dat recht te vergemakkelijken.

Artikel 36

In het ontworpen artikel XI.248/9, § 2, tweede lid, moet de verwijzing naar artikelen van de wet van 22 maart 1993 ‘op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen’ worden vervangen door een verwijzing naar de daarmee overeenstemmende bepalingen van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’, bij welke wet de eerstgenoemde wet is opgeheven.

Deze opmerking geldt eveneens voor de verwijzing, in het ontworpen artikel XI.248/9, § 3, tweede lid, naar artikel 4 van de wet van 17 juli 1975 ‘met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen’, aangezien dat artikel opgeheven is bij de wet van 17 juli 2013 ‘houdende invoeging van Boek III “Vrijheid van vestiging, dienstverlening en algemene verplichtingen van de ondernemingen”, in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek III en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek III, in I en XV van het Wetboek van economisch recht’ en vervangen is bij artikel III.84 van dat Wetboek.

Artikel 52

Uit de ontworpen bepaling vloeit voort dat de beheersvennootschappen in het jaarverslag slechts informatie over de beheerkosten moeten verstrekken, wanneer die kosten meer dan 15 % bedragen.

Die bepaling is niet in overeenstemming met artikel 12, lid 1, van de richtlijn, welke bepaling uitdrukkelijk bij de ontworpen wet zou moeten worden omgezet door die vennootschappen ertoe te verplichten aan de rechthebbenden informatie te verschaffen over beheerkosten.

Artikel 103

Luidens het ontworpen artikel XI.273/17, § 1, moeten niet alleen “de beheersvennootschappen” een vergunning krijgen alvorens met de uitoefening van hun activiteiten te starten, maar ook de “collectieve beheersorganisaties, bedoeld in artikel XI.246, § 1, [...] tweede lid”, dit wil zeggen de organisaties gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte die een bijkantoor in België hebben.

Richtlijn 2014/26/EU verplicht de lidstaten er niet toe de beheerorganisaties te onderwerpen aan een stelsel van voorafgaande vergunning. Zoals uitdrukkelijk wordt aangegeven in de overwegingen van de richtlijn, mogen ze evenwel een dergelijk stelsel bij wege van “strengere normen” opleggen, voor zover die normen verenigbaar zijn met het recht van de Unie en geen belemmering vormen voor de volledige toepassing van deze richtlijn.⁴

Voor zover het vergunningstelsel betrekking heeft op collectieve beheerorganisaties van andere lidstaten die hun activiteiten in België willen uitoefenen door een bijkantoor op te richten, moet de verenigbaarheid van de vergunningsregeling in kwestie met het recht van de Europese Unie bijgevolg worden nagegaan uit het oogpunt van de vrijheid van vestiging en meer bepaald in het licht van hoofdstuk III, afdeling 1, van richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 ‘betreffende diensten op de interne markt’ (hierna de “dienstenrichtlijn” genoemd).

Uit de artikelen 9 tot 13 van die richtlijn volgt dat de lidstaten de toegang tot en de uitoefening van een dienstenactiviteit slechts afhankelijk kunnen stellen van een vergunningstelsel, voor zover aan bepaalde in die artikelen opgesomde voorwaarden voldaan is.⁵ In het bijzonder rijst de vraag of het niet overdreven, en dus in strijd met artikel 10, lid 2, c), van de “dienstenrichtlijn”, is om in het ontworpen artikel XI.273/17, § 2, tweede lid, als voorwaarde voor het verlenen van een vergunning aan de collectieve beheerorganisaties te stellen dat zij moeten voldoen aan een aantal voorwaarden die voor vennootschappen naar Belgisch recht gelden.

In dat verband moet allereerst opgemerkt worden dat er zich onder de bepalingen die in dat artikel van het voorontwerp opgenomen zijn bepalingen bevinden die niet zijn opgenomen in het ontworpen artikel XI.246, § 1, tweede lid, waarin voorgeschreven wordt welke bepalingen van titel XI van het Wetboek gelden voor de collectieve beheerorganisaties die een bijkantoor in België hebben. Op zijn minst dat gebrek aan samenhang zou verholpen moeten worden.

Door in het ontworpen artikel XI.273/17, § 2, derde lid, te bepalen dat de “vergunningsvoorwaarden voor een collectieve beheerorganisatie met een bijkantoor in België (...) geen overlapping [mogen] vormen met gelijkwaardige, of gezien hun doel in wezen vergelijkbare eisen en controles waaraan de collectieve beheerorganisatie al onderworpen is in

⁴ Zie de overwegingen 9 en 50, *in fine*, van richtlijn 2014/26/EU.

⁵ Wat de reikwijdte van die voorwaarden betreft, zie het “Handboek voor de implementatie van de Dienstenrichtlijn” gepubliceerd door de Europese Commissie, http://ec.europa.eu/internal_market/services/docs/services-dir/guides/handbook_nl.pdf, 6. Vrijheid van vestiging, 6.1. Vergunningstelsels en procedures.

het land van de Europese Unie waar ze gevestigd is”, is dat lid overigens louter een parafrase van hetgeen wordt vereist bij artikel 9, lid 3, van de “dienstenrichtlijn”, terwijl in dat lid veeleer bepalingen opgenomen zouden moeten worden die daadwerkelijk tot doel hebben die overlapping te voorkomen. In de mate dat de meeste bepalingen waarbij aan die organisaties voorwaarden worden opgelegd om hun vergunning te krijgen, ertoe strekken richtlijn 2014/26/EU om te zetten, zullen die voorwaarden net wel tot overlapping leiden, aangezien die organisaties in hun lidstaat van herkomst aan vergelijkbare eisen onderworpen zouden moeten zijn. Net inachtneming van dat beginsel zou eventueel overwogen kunnen worden om te voorzien in een vergunningsregeling die geldt voor de buitenlandse organisaties die in hun lidstaat van herkomst niet aan een dergelijke regeling onderworpen zijn. Als voor die organisaties in hun lidstaat van herkomst eveneens een voorafgaande vergunningsregeling geldt, waarbij in principe op zijn minst dezelfde uit de richtlijn afgeleide voorwaarden zouden moeten worden opgelegd, zal, in die omstandigheden, de vraag des te pertinenter zijn of het wel nodig en niet overdreven is dat zij verplicht worden om ook in België een vergunning te krijgen om er een bijkantoor te mogen vestigen.

De bepaling dient in het licht van deze opmerking opnieuw te worden onderzocht.

Artikel 118

Het ontworpen artikel XVII.21, § 2, bevat een lid waarvan de tekst overeenstemt met die van een lid van het huidige artikel XVII.21, § 2, dat opgeheven is bij artikel 46 van de wet van 29 juni 2016 ‘houdende diverse bepalingen inzake Economie’.

Afgezien daarvan lijkt dat lid nutteloos, aangezien het enkel betrekking heeft op de rechterlijke uitspraken die krachtens dat artikel en dus uitsluitend op verzoek van de minister gewezen zijn.

Artikel 120

Bij artikel 120 wordt de Koning ermee belast de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van het voorontwerp vast te stellen.

De prerogatieven van de wetgever zouden beter in acht genomen worden indien een uiterste datum zou worden bepaald waarop het voorontwerp in werking zou treden zonder dat de Koning iets hoeft te ondernemen.⁶

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 154 tot 154.1.2 en formule F-4-5-2-1.